REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 03 au 09 août 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Santé : Réseau SEGA.....2
- Santé et climat : Le réseau SEGA – One Health de la COI s'adapte

1.2 Economie bleue.....4
- Seychelles and France team up to recycle marine litter and raise awareness

1.3 Sécurité maritime.....6
- La pêche illégale menace « l'économie des océans » en Afrique
- ENHANCING MARITIME DOMAIN AWARENESS IN THE INDO-PACIFIC AND THE EASTERN MEDITERRENEAN REGIONS: INDIAN AND ISRAELI PERSPECTIVE

2. Centres d'Intérêts

2.1 Energies renouvelables.....9
- Énergie renouvelables – Tesla Cascading Hydropower Plant : Une première mondiale à Maurice

2.2 Environnement.....10
- Au milieu des catastrophes, de nouvelles prévisions climatiques très attendues

2.3 Economie..... 11
- Crise économique – Year-on-Year : L'inflation augmente à 6,5% en juillet
- Soutien aux entrepreneurs et à l'écosystème……
- Confinement partiel : le tourisme en berne à La Réunion

2.4 Surveillance maritime.....14
- R2.5 million illegal fishing ruling by Supreme Court important, says SFA
- Trafics de stupéfiants au large des Comores I Plus de 800 kg de cannabis saisis par les garde-côtes

2.5 Journée africaine des mers et océans.....16
- 'African Day of Seas and Oceans'

2.6 Coopération.....17
- Suivi de l'antenne de l'ACCI à Ndzouani

Santé et climat : Le réseau SEGA – One Health de la COI s'adapte

RÉSEAU SEGA
ONE HEALTH
L'initiative 'Une seule santé' de l'océan Indien

Les effets du changement climatique concernent aussi la santé. L'Organisation mondiale de la santé constate déjà un surplus de 150 000 décès imputables au dérèglement climatique. De plus, les îles en développement y sont particulièrement vulnérables. Pour mieux prévenir les risques sanitaires liés aux changements climatiques, le réseau SEGA – One Health de la Commission de l'océan Indien (COI) s'adapte.

Un atelier régional du réseau SEGA – One Health de la COI sur la surveillance intégrée des syndromes et maladies climato-sensibles s'est tenu du 26 au 28 juillet dernier avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE). Cet atelier organisé par visioconférence a réuni plus de 40 participants des Etats membres de la COI tant des secteurs de la santé que des services climatiques. Cette rencontre a constitué une première étape pour intégrer les effets du changement climatique dans les actions en santé et mettre en place un dispositif commun d'alerte précoce des impacts du dérèglement climatique sur la santé dans notre région.

" Ce sont des bouleversements systémiques qui s'annoncent. Il nous faut donc prévenir les risques sanitaires liés au climat en intégrant cette dimension environnementale et climatique dans notre action en santé publique ", souligne le Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI . «Il ne faut pas que cette épidémie de Covid-19 nous fasse oublier les endémies régionales particulièrement actives dans notre région et qui sont bien souvent causées par les effets du changement climatique », affirme, pour sa part, Sadna Ammearally- Nistar, Directrice adjointe de l'AFD pour Maurice et les Seychelles.

Santé et climat : le réseau SEGA - One Health de la COI s'adapte



Les effets du changement climatique concernent aussi la santé. L'Organisation mondiale de la santé constate déjà un surplus de 150000 décès imputables au dérègelement climatique. De plus, les îles en développement y sont particulièrement vulnérables. Pour mieux prévenir les risques sanitaires liés aux changements climatiques, le réseau SEGA –One Health de la Commission de l'océan Indien (COI)s'adapte. Un atelier régional du réseau SEGA –One Health de la COI sur la surveillance intégrée des syndromes et maladies climato-sensibles s'est tenu du 26 au 28 juillet 2021avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD)et de l'Union européenne(UE). Cet atelier organisé par visioconférence a réuni plus de 40 participants des Etats membres de la COI tant des secteurs de la santé que des services climatiques...

Plus d'infos cliquez le lien :

- https://fr.allafrica.com/stories/202108020447.html

Seychelles and France team up to recycle marine litter and raise awareness

(Seychelles News Agency) – Seychelles' blue economy department will seek ways to recycle marine waste and plastic bottles littering the environment under two recently signed financial deals with France.
The two agreements, totaling 21,600 euros, are part of the grant from the Solidarity Fund for Innovative Projects, Civil Societies, Francophonie and Human Development (FSPI). They were signed on Wednesday by Seychelles' secretary general for the blue economy, Kenneth Racombo, and Dominique Mas, the French ambassador to the island nation.
Mr. Racombo told reporters that the agreements "will cover two specific projects. First, it is about treating waste from the sea and will raise awareness of the general public on the negative impacts of waste thrown at sea and how this waste can be used. "
He said the second project is about collecting plastic bottles from the environment and converting them into fuel.
Mr. Racombo said the financial facility provided by the agreement will contribute to efforts to promote the blue economy in Seychelles, a group of 115 islands in the western Indian Ocean.
The agreements were signed on Wednesday by the principal secretary for the blue economy, Kenneth Racombo, and Dominique Mas, the French ambassador to the Seychelles. (French Embassy Photo License: CC-BY
For his part, Ambassador Mas indicated that France has chosen to support the Seychelles in carrying out the projects that the Department of the Blue Economy has developed and will implement.
"These are projects that will contribute to the long-term development of the country and from which Seychelles will benefit. It is this form of development cooperation that France and the Seychelles intend to maintain and develop, "he declared.
The funding was made available to Member States of the Indian Ocean Commission (IOC) which France chairs for one year as part of the "Indian Ocean Blue Year project".
The Indian Ocean Blue Year project benefits Comoros, Madagascar, Mauritius and Seychelles, Kenya, Mozambique, South Africa and Tanzania. It will notably make it possible to celebrate Blue Economy Day at the regional level, an initiative of the government of Seychelles.
"The French Presidency of the IOC has placed economic recovery at the heart of its regional priorities. It intends to promote the development of the Blue Economy, diversify the region's economies and take advantage of this resource that surrounds us, the ocean. It also means that we must protect these resources, preserve them and manage them in a sustainable manner. By reducing ocean pollution, we are protecting our source of income, "added the Ambassador.

The funding complements support to the University of Seychelles for the implementation by Seychelles research laboratories of four marine conservation study programs.
Source: Seychelles News Agency

La pêche illégale menace « l'économie des océans » en Afrique

By **ADF**

Les experts maritimes avertissent depuis longtemps du lien entre la pêche IUU et l'augmentation de la piraterie. C'est certainement le cas dans le golfe de Guinée, où des décennies de pêche illégale en hausse ont précédé une forte augmentation des attaques de pirates. L'an dernier, la région a enregistré plus de 95 % de tous les enlèvements en mer dans le monde, selon le Bureau international maritime.

C'est un énorme problème parce que plus de 90 % des importations et exportations africaines sont expédiées par voie maritime, selon l'AUDA.

Dans d'autres régions d'Afrique, l'amélioration de la communication des informations maritimes régionales renforce les efforts de lutte contre la pêche IUU et d'autres crimes maritimes.

Les Seychelles, archipel de 115 îles minuscules dans l'océan Indien occidental, ont reçu des applaudissements pour les efforts de l'Institut pour les études de sécurité et de l'Observer Research Foundation, groupe de réflexion mondial indépendant basé en Inde.

Les plages de corail des îles et leur faune sauvage abondante, y compris les tortues géantes et de nombreuses espèces d'oiseaux, en font une destination touristique populaire. Les Seychelles sont situées à environ 1.800 km au Nord-Est de Madagascar.

Aux Seychelles, le Centre des opérations de coordination régional (RCOC), qui coordonne principalement les actions conjointes de mise en application de la loi maritime, travaille nuit et jour de concert avec le Centre régional de fusion des informations maritimes basé à Madagascar, qui partage les informations et donne l'alerte au RCOC concernant les activités anormales en mer. Le centre est géré sous l'égide de la Commission de l'océan Indien (IOC) avec un financement de l'UE.

Raj Mohabeer, officiel responsable de l'IOC, a déclaré à ADF : « Les Seychelles dépendent principalement de la pêche et du tourisme. Si ces secteurs baissent sensiblement, comme c'était le cas lorsque la piraterie avait grimpé il y a dix ans, les autres secteurs de l'économie des Seychelles seront fortement impactés. Il est normal d'accorder une telle importance à l'IUU, et il en est de même pour la plupart des îles » de la région. **Suite de l'article**

Version anglaise :

- https://adf-magazine.com/2021/08/illegal-fishing-threatens-africas-blue-economy/

ENHANCING MARITIME DOMAIN AWARENESS IN THE INDO-PACIFIC AND THE EASTERN MEDITERRENEAN REGIONS: INDIAN AND ISRAELI PERSPECTIVE

Captain (Dr) Nitin Agarwala, Dr Ram Erez, Suriya Narayanan

5.1.2. Indian Ocean Regional Information Sharing platform (IORIS)

Initiated by the EU CRIMARIO project, IORIS is a new secure information sharing and incident management tool. It was launched on 4 Sep 2018 to enable member nations to create a collaborative working environment to improve the understanding of the maritime domain and coordinate operations when incidents occur at sea. It uses the cooperative approach developed by the EU to address piracy and the new maritime security challenges faced by the Indian Ocean littoral states such as drugs and arms trafficking, illegal fishing, environmental damages, etc. Future developmental phases of IORIS will be supported by EU CRIMARIO project which includes running costs (hosting, maintenance and support) until March 2020.[31]

5.1.3. MASE (Maritime security programme) for the ESA-IO region

Initiated by MASE (Maritime security programme, EU-funded), and implemented by IOC (Indian Ocean Commission), two regional centres have been set up to promote maritime situational awareness of the coastal countries of ESA-IO (Eastern and Southern Africa and the Indian Ocean). These are:

- *RMIFC (Regional Maritime Information Fusion Centre) based in Madagascar*: The RMIFC was initiated by the Malagasy authorities in 2013 in collaboration with MASE and was confirmed by the Djibouti Declaration on Maritime Security and Safety on May 15, 2016. However, the five states of ESA-IO (Djibouti, Madagascar, Mauritius, Union of Comoros and Seychelles) signed the Regional Agreement for the setting up of RMIFC only on April 29th, 2018 when it became operational. Several steps have been taken by RMIFC since this start. These include staff training, expansion of information exchange network, setting up of the communication tools (Website, Twitter and Facebook) and the production of basic deliverables (daily brief, ESA-IO Ports Maritime Traffic Status, Press summary, Recognized Maritime Picture, weekly, monthly and annual report on Maritime Security and Safety in the ESA-IO Region).[32]
- *RCOC (Regional Centre for Operational Coordination) based in Seychelles*: The **RCOC** is a regional centre for operational coordination alongside the RMIFC. The RCOC organizes the operational response to maritime crimes in the western Indian Ocean along with its nine members: Comoros, Djibouti, France/ Réunion, Kenya, Madagascar, Mauritius, the Seychelles, Somalia, and Tanzania. [33]

- *The **NISCC (National Information Sharing and Coordination Centre)***, is a national entity, based at Seychelles with a mission to co-coordinate and manage the ever increasing level of activities within the maritime sector, coordinating oil spills and responses to coastal maritime crime. The NISCC will act as a first point of contact and as the centre of maritime security operations for key national stakeholders.[34]

Suite de l'article

Plus d'infos cliquez le lien :

- https://www.nation.sc/articles/10043/exercise-cutlass-express-2021-successfully-ends

Énergie renouvelables – Tesla Cascading Hydropower Plant : Une première mondiale à Maurice



Le pont de Yemen sur la rivière Tamarin abritera la toute première *Tesla Cascading Hydropower Plant*, une première mondiale. Cette nouvelle technologie révolutionne la production d'énergie hydro-électrique en la rendant plus simple tout en cochant toutes les cases des énergies renouvelables. La centrale produira 100 kilowatt d'électricité par heure est devrait être le point de départ d'un projet à plus grande échelle qui comporte également l'éventualité de produire de l'électricité à partir des courants marins.

Sous couvert du *clearance* de la Cour Suprême, dont la décision est attendue le 13 septembre, et d'un Building & Land Use Permit de la part du Black River District Council, la compagnie True Tesla Technologies développera une centrale hydro-électrique d'un autre genre à la Rivière Tamarin à hauteur du pont de Yemen. Cette nouvelle technologie hydraulique utilisera le courant de la rivière pour produire de l'électricité et diffère des centrales hydro-électriques que nous avons qui, elles, se servent de la gravité, la pression et la force pour produire de l'électricité. Appelé la Tesla Cascading Hydropower Plant, le projet simplifie la production d'énergie selon Deane Thomas, directeur de True Tesla Technologies. *"En somme, nous transformons l'énergie cinétique en énergie électrique"*, explique-t-il.

Suite de l'article

Au milieu des catastrophes, de nouvelles prévisions climatiques très attendues



Alors que les images d'inondations et d'incendies font la Une à travers le monde, les experts climat de l'ONU publient lundi leurs nouvelles prévisions climatiques très attendues, à trois mois de la conférence climat COP26 cruciale pour l'avenir de l'humanité.

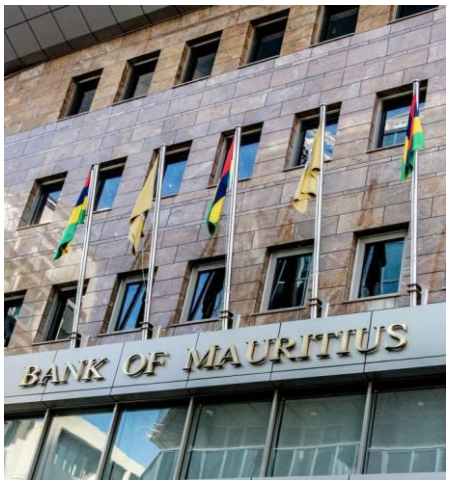
Après deux semaines de réunion à huis clos et en virtuel, 195 pays ont approuvé vendredi cette première évaluation complète du Giec depuis sept ans, dont le "résumé pour les décideurs" a été négocié ligne par ligne et mot par mot.

Au milieu d'une avalanche de catastrophes sur la planète, des inondations en Allemagne et en Chine aux incendies monstres en Europe et en Amérique du Nord, en passant par les températures délirantes au Canada, les scientifiques dévoilent lundi à 08H00 GMT ces nouvelles évaluations et prévisions concernant la hausse de la température mondiale, l'augmentation du niveau des océans ou encore l'intensification des événements extrêmes

"Il s'agira de l'avertissement le plus sévère jamais lancé sur le fait que le comportement humain accélère de manière alarmante le réchauffement climatique", a déclaré le président de la COP26, Alok Sharma, dans une interview au journal The Observer, édition dominicale du Guardian.

Ce rapport "va être un signal d'alarme pour tous ceux qui n'ont pas encore compris pourquoi la prochaine décennie doit être absolument décisive en termes d'action pour le climat", a ajouté le ministre britannique, notant que "nous nous rapprochons dangereusement du moment" où ce sera trop tard pour agir. **Suite l'article**

Crise économique – Year-on-Year : L'inflation augmente à 6,5% en juillet



– La BoM parle de « significant uncertainty » sur la dynamique des prix

Comme l'ont prévu tous les analystes, l'inflation s'est mise à augmenter ces derniers temps. La dernière livraison de Statistics Mauritius fait état d'un taux d'inflation (year-on-year) de 6,5% pour le mois de juillet. Cet indicateur est en train de gonfler dangereusement depuis ces derniers mois. De 1,5% en juin 2020, il a augmenté drastiquement à 5,9% en juin 2021, pour ensuite passer à 6,5% le mois dernier.

Dans le même temps, le CPI (Consumer Price Index) prend l'ascenseur. De 104,9 en juillet 2020, il est passé à 111,4 en juin, puis à 111,7 en juillet 2021. La hausse du CPI entre juin et juillet 2021 s'explique principalement par une hausse de prix des cigarettes, des boissons alcoolisées, de l'essence, des véhicules, des produits alimentaires préparés, du prêt-à-porter, des chaussures, du logement, de l'eau et de l'électricité, du transport, des restaurants, et des "other goods and services", selon Statistics Mauritius.

De manière générale, presque tous les prix sont en hausse dans les rayons des supermarchés – hormis ceux de certains produits qui ont été fixés par le gouvernement – entraînés notamment par la hausse de prix des matières premières sur le marché mondial et du pétrole. Avec la réouverture des économies, les cours du baril sont en train de retrouver leur niveau de 2018, provoquant une hausse de prix généralisée. Mais le contexte économique est tel qu'il faut aussi conjuguer avec une dépréciation accélérée de la roupie. Ces facteurs représentent un danger réel pour l'économie à moyen terme, avec une potentielle flambée de l'inflation. Cet indicateur est, d'ailleurs, suivi de près par les économistes et banquiers centraux de par le monde.

Suite de l'article

Soutien aux entrepreneurs et à l'écosystème entrepreneurial malgache en lien avec la France, l'océan Indien et l'Afrique

Par Les Nouvelles sur 06/08/2021



Ce projet vise à promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation à Madagascar comme facteurs de création de richesses et d'emplois, participant à la diversification de l'économie, au renforcement du secteur formel et à l'insertion professionnelle des jeunes.

L'objectif du programme est de mettre en place une application de ressources pédagogiques à destination des jeunes qui souhaitent se lancer dans l'entrepreneuriat », à accompagner pendant 7 mois 45 startups et TPE (3 promotions) pour le passage de la structure locale à la structure nationale et régionale avec des formateurs qui sont majoritairement des professionnels, membres de l'écosystème entrepreneurial à Madagascar et en complément quelques formateurs de Schoolab, accélérateur d'entreprises en France et aux USA.

Enfin, le programme souhaite renforcer les capacités humaines et techniques en organisant des événements réguliers pour faire vivre l'écosystème et créer des ponts.

Suite de l'article

Confinement partiel : le tourisme en berne à La Réunion



Les restrictions sanitaires, la limitation des déplacements dans un rayon de dix kilomètres de son domicile (cinq kilomètres le dimanche), impactent le secteur touristiques. De nombreuses structures touristiques voient leurs annulations se multiplier et leur chiffre d'affaires baisser drastiquement. Plongée, parapente, hélicoptère, hôtel ou gîtes espèrent un retour "à la vie normale" au plus vite pour le bien de leur commerce (Photo d'illustration rb/www.ipreunion.com)

Suite à la flambée des contaminations sur l'île, le préfet Jacques Billant, a annoncé un confinement partiel et un couvre-feu strict le 29 juillet dernier. Parmi les mesures annoncées : la fermeture des établissements recevant du public, comme les restaurants ou les bars, mais aussi la limitation des déplacements dans un rayon de 10 km, cinq km le dimanche.

Pour rappel, toutes les activités touristiques sont encore réalisables à La Réunion. Encore faut-il se trouver dans un rayon de 10 km maximum. De nombreuses structures continuent leur activité, malgré une baisse de l'affluence touristique. Seuls les restaurants et les bars ont dû fermer entièrement leurs portes.

- Une baisse de l'affluence -

"Nous avons eu une cinquantaine d'annulations depuis les annonces du préfet" regrette Romain, moniteur au centre de plongée 'O Sea Bleu' à Saint-Gilles. "Ça correspond à une perte de 70% de notre chiffre d'affaires."

Même constat pour la compagnie aérienne "Corail Hélicoptère" : "la plupart des touristes ont annulé leur voyage. Nous n'avons pas assez de visibilité pour calculer notre perte de chiffre d'affaires. Cependant, nous avons réduit le nombre de vols. Nous avons encore quelques clients qui viennent de Saint-Gilles ou de Saint-Pierre, qui eux sont dans un rayon de dix kilomètres" explique Delphine, l'une des salariées de la structure. **Suite de l'article**

R2.5 million illegal fishing ruling by Supreme Court important, says SFA

A fine of R2.5 million imposed earlier this week on Mahalingam Kanapathi, a 32-year-old skipper and master on boarda foreign vessel found fishing illegally in Seychelles waters, sends out a clear and strong message that such acts will not be tolerated nor will they be taken lightly by the local authorities. The *Sampath7* from Sri Lanka was caught fishing without a valid fishing license on June 1, 2021.The Supreme Court of Seychelles earlier this weekimposed the hefty fine on the skipper who has 14 days from August 4 to pay the fine otherwise a two-year prison sentence will be applied. Considering that this is the first time that the court imposes such a hefty fine under the Fisheries Act (2014), this ruling is seenas an important step in reinforcing the country's position against illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing.
In a press conference held yesterday afternoon at theSeychelles Fishing Authority (SFA)conference room, the authority said it is satisfied with the rulingand the stance of the judiciary in this particular matter.

Monitoring, control and surveillance manager Johnny Louys is especially pleased with the verdicton account of the frequency of cases and the huge costs incurred by the state in patrolling and monitoring Seychelles' vast exclusive economic zone (EEZ).

"The cost implication for such operations is high on the state. Just on the SFA it is around R2 millionand considering that other agencies are involved, for instance the Seychelles Coast Guard, the cost for interception can run up to R1 million per operation or even more. We also have the Seychelles Air Force who gets involved with such operations at a cost of over €1,500 per hour,so one of the biggest benefits is that there is some cost recovery with such a huge amount being imposed on the guilty party. Additionally, Seychelles' current economic state is something that should be considered as well, so cost recovery is important," Mr Louys said.

confiscated is one of the highest valueson the market on which we suspect it would have been sold," Mr Louys noted.
Suite de l'article

Trafics de stupéfiants au large des Comores I Plus de 800 kg de cannabis saisis par les garde-côtes



Les agents de l'unité d'intervention rapide de la base navale ont intercepté une vedette transportant une quantité importante de produits prohibés dont du cannabis en provenance de Madagascar. En tout, 850 kilogrammes ont été saisis. Les agents des garde-côtes n'ont pas dévoilé l'identité des personnes arrêtées ni précisé si ces dernières étaient des récidivistes ou de nouveaux aventurieux de ce trafic. L'unité de garde-côtes comoriens, opérationnelle depuis plus de six ans, a effectué ces derniers mois de nombreuses opérations de sauvetage et de traque dans les eaux maritimes comoriennes. Les interventions permettent, soit, de venir en aide à des vedettes perdues en mer, soit, de sauver la vie de pêcheurs portés disparus.

Les garde-côtes comoriens ont annoncé, samedi 7 août, avoir saisi une grande quantité de cannabis à bord d'une vedette. Celle-ci a été interceptée au large des Comores par l'unité d'intervention rapide de la base navale des Garde-côtes qui se trouve au port Ahmed Abdallah Abderemane. L'opération a été montée depuis Mtsamdu, d'après les premières informations livrées à Al-watwan. Le responsable a confirmé l'interception d'une vedette avec, à son bord, de trafiquants présumés de produits prohibés. «Le samedi 07 août 2021, un dispositif opérationnel maritime de la Garde-Côtes Comorienne à Anjouan a intercepté au sud-ouest de l'île, une embarcation de type COMA-4 en provenance de Madagascar», a-t-on appris de source du garde-côte.

Suite de l'article

'African Day of Seas and Oceans'



The celebration of 'African Day of Seas and Oceans' by the AUon the African continent focuses on raising awareness on the critical role played by Africa's oceans and seas in attaining sustainable development goals(SDGs)within the framework of the Transformation Agenda 2030.It also highlights the opportunities and challenges facing Africa's resources in its seas, oceans, rivers and lakes and allowsdelegates to deliberate on appropriate policies and institutional responses with regards to fisheries and aquaculture, environmental and biodiversity monitoring, marine tourism, disaster risk management (DRM), handling and shipment of hazardous materials and dangerous goods, maritime governance, flag state and port state controland illegal activitiesincluding money laundering, piracy, maritime terrorism, human trafficking and smuggling.

The celebration for 'African Day of Seas and Oceans' is celebrated on July 25 of every year since it was adopted during the 22nd ordinary session of heads of states and governments in Addis Ababa, Ethiopia at the AU headquarters in July 2015, but in 2019 it was postponed due to unforeseen circumstances while in 2020 it was postponed due to Covid-19.

In his keynote message for the occasion, President Ramkalawan said Africa's seas and oceans are very strategic economic assetsand could be regarded as the cornerstone of our modernday development efforts.He noted that Africa is indeed well located to play an important role in the world economy for the richness of its oceans and the facilities she provides for world trade for the benefit of all on the continent. **Suite de l'article**

La Gazette des Comores

COOPÉRATION

Suivi de l'antenne de l'ACCI à Ndzouani

Le mardi 3 août dernier s'est tenu à Mutsamudu (Ndzuwani) un atelier de sensibilisation, d'information et de mobilisation des partenaires locaux. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du suivi de la mise en place de l'antenne de l'Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI) intervenue en novembre dernier.

L'équipe de l'agence ayant à sa tête Mme Fatoumia Bazi, a été renforcée par la présence du secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères M. Maoulana Said. La séance d'ouverture a été honorée de la présence de plusieurs autorités ainsi que des acteurs de développement de l'île. Selon la page web du Gouvernorat de l'île, plusieurs discours ont été prononcés en la circonstance.

Après le mot de bienvenue de la directrice de l'ACCI, a suivi l'allocution du S.G du ministère des Affaires étrangères et celle du S.G du gouvernorat M. Afraitane Said Bacar Abdoulhamid, représentant le Gouverneur Anissi Chamsidine. Le secrétaire général du ministère a tenu à souligner que la tenue de l'atelier « répond à un souci de rapprochement des services de l'ACCI et une extension du ministère des Affaires étrangères auprès des acteurs de développement de l'île ».

Pour sa part, le Secrétaire général du gouvernorat a, au cours de son intervention, livré un passage de la vision du gouverneur sur les activités de l'Agence : « l'antenne de l'ACCI est un outil très important pour le développement de l'île autonome de Ndzuwani ». Puis de préciser que le développement suppose plusieurs secteurs à développer notamment la formation des ressources humaines, car le développement n'est pas un idéal, mais une réalité. Cependant, il reste convaincu que la présence de l'antenne permettra d'aller très rapidement dans le développement des îles.

Par ailleurs, les responsables de l'Agence ont fait des exposés sur les missions de l'ACCI, la plateforme « Coopérations », un outil pour stimuler l'écosystème national de la coopération sud-sud aux Comores, la présentation d'une mission d'Expertise de la Banque Islamique de Développement (Bid) et sur les activités d'une association de la place, l'Association des Femmes Actives de Mutsamudu (AFAM).


Installation de l'antenne ACCI Anjouan.

Ces interventions ont permis aux participants de mieux s'imprégner du rôle de l'ACCI à travers des discussions très animées. A la clôture de l'atelier, le S.G du ministère des Affaires étrangères a émis le vœu de voir le rôle de l'Agence s'affermir davantage par le déploiement d'activités sur le terrain au niveau des îles.

Mmagaza